

Rapport de gestion

Période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 comparativement à la période de trois mois terminée le 30 septembre 2007.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le comité de vérification et le conseil d'administration de la Société le 13 novembre 2008 et doit être lu de concert avec le rapport de gestion et les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 ainsi qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 et les notes y afférentes. Les résultats financiers intermédiaires sont préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés en dollars canadiens.

Le rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. De telles déclarations comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux qui sont présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et ces incertitudes comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés, les prix de vente des produits, le coût des matières premières et les frais d'exploitation, les fluctuations des taux de change des devises étrangères et tout autre facteur auquel on réfère dans le présent document et dans les autres documents d'information continue déposés par la Société.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs/Salle de presse du site Web de la Société, au www.stella-jones.com.

Nos activités

Stella-Jones est l'un des chefs de file nord-américains dans le secteur de la production et la commercialisation de produits industriels en bois traité sous pression. La Société se spécialise dans la production de traverses et de poutres de chemin de fer et de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics dans le domaine de l'électricité et des télécommunications.

La Société offre également des produits de bois d'œuvre traité à usage résidentiel et des services personnalisés aux détaillants et aux grossistes en vue d'applications extérieures. Ses autres principaux produits comprennent les pilotis pour constructions maritimes, les pieux pour les fondations, le bois de construction, les glissières de sécurité pour les autoroutes et du bois traité pour les ponts.

En date du 13 novembre 2008, la Société possède et exploite quinze usines de traitement du bois, deux centres de distribution, deux installations d'écorçage de poteaux et détient une participation de 50 % dans une troisième installation d'écorçage de poteaux. Ces vingt installations sont situées dans six provinces canadiennes et sept états américains. Les effectifs de la Société s'élèvent actuellement à environ 740 personnes.

Notre mission

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file du secteur de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable et respectueuse de l'environnement.

C'est en accordant la priorité à la satisfaction de la clientèle, à une gamme de produits de base et à des marchés clés, tout en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources, que Stella-Jones compte réaliser cette ambition.

Stella-Jones s'est également engagée à fournir à ses employés un milieu de travail stimulant, sécuritaire et respectueux de l'individu et à récompenser également la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

Change

Le tableau qui suit présente les taux de change à la fin des trimestres terminés le 30 septembre, ainsi que les taux de change moyens durant ces trimestres.

Taux de change Canada/États-Unis		2008	2007
Taux de conversion des éléments d'actif et de passif à la fin du trimestre	\$ CA/\$ US	1,0642	0,9948
Taux de conversion moyens des ventes et des charges	\$ CA/\$ US	1,0425	1,0631

Résultats d'exploitation

Ventes

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, les ventes ont atteint 111,8 millions de dollars, soit une hausse de 37,0 millions de dollars, ou 49,5 %, par rapport aux ventes de 74,8 millions de dollars réalisées lors du trimestre terminé le 30 septembre 2007. L'acquisition de la société The Burke-Parsons-Bowlby Corporation (« BPB »), qui a pris effet le 1^{er} avril 2008, a contribué aux ventes à hauteur d'environ 31,5 millions de dollars. La croissance interne des ventes a atteint environ 7,0 %, bien que les résultats du troisième trimestre de l'exercice précédent aient été affectés par une grève dans le secteur forestier en Colombie-Britannique qui avait forcé la suspension des activités à l'usine de traitement de New Westminster de même qu'à la coentreprise d'écorçage de poteaux de la Société située à Maple Ridge. Les fluctuations, d'un exercice sur l'autre, de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, n'ont pas eu d'impact important sur la valeur des ventes libellées en dollars américains au troisième trimestre, comparativement à la même période l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois de 2008, les ventes ont totalisé 301,1 millions de dollars, soit une progression de 79,8 millions de dollars, ou 36,1 %, par rapport aux ventes de 221,3 millions de dollars enregistrées au cours des neuf premiers mois de 2007. Outre l'acquisition de BPB, l'augmentation des ventes est également attribuable à l'apport de l'usine d'Arlington, dans l'état de Washington, durant toute la période, contrairement à une contribution de seulement sept mois en 2007. Par rapport à la même période l'an dernier, l'appréciation du dollar canadien a eu pour effet de réduire la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 7,8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008.

Ventes par groupe de produits

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer au troisième trimestre de 2008 se sont établies à 55,2 millions de dollars, en hausse de 28,4 millions de dollars, ou 106,2 %, par rapport au troisième trimestre de 2007. Ces résultats reflètent l'acquisition de BPB et la demande soutenue de l'industrie aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 49,4 % des ventes totales de la Société au troisième trimestre de 2008. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 153,2 millions de dollars, soit une hausse de 84,5 % par rapport aux ventes de 83,1 millions de dollars réalisées un an auparavant.

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont atteint 37,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, comparativement à 32,8 millions de dollars au cours de la même période en 2007. Cette hausse de 14,6 % est attribuable aux ventes robustes de poteaux de distribution et de poteaux destinés aux lignes de transmission, qui traduisent une augmentation de la cadence des installations de poteaux destinés aux sociétés de services publics, qui avaient été retardées plus tôt cette année. Au troisième trimestre de 2008, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 33,6 % des ventes totales de la Société. Au cours des neuf premiers mois de 2008, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont totalisé 102,3 millions de dollars, soit une hausse de 3,1 millions de dollars, ou 3,1 %, par rapport aux ventes de 99,2 millions de dollars réalisées l'an dernier.

Bois à usage résidentiel

Les ventes de bois à usage résidentiel se sont chiffrées à 12,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, comparativement à 10,5 millions de dollars au troisième trimestre de 2007. Cette hausse de 17,7 % découle principalement de l'augmentation du volume d'affaires du plus important client de la Société dans cette catégorie de produits. Le bois à usage résidentiel a représenté 11,1 % des ventes totales de Stella-Jones au troisième trimestre de 2008. Après les neuf premiers mois de 2008, les ventes de bois à usage résidentiel s'élevaient à 29,5 millions de dollars, comparativement à 26,7 millions de dollars l'an dernier, ce qui représente une hausse de 10,6 %.

Bois à usage industriel

Au troisième trimestre de 2008, les ventes de bois à usage industriel se sont élevées à 6,6 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1,9 million de dollars, ou 41,4 %, par rapport au troisième trimestre de 2007. La hausse est attribuable à l'ajout des ventes de produits auxiliaires de BPB qui ont été contrebalancées par le fléchissement de la demande pour les produits de bois à usage industriel dans l'Est tout comme dans l'Ouest du Canada. Cette catégorie a représenté 5,9 % de l'ensemble des ventes au troisième trimestre de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2008, les ventes de bois à usage industriel se sont élevées à 16,1 millions de dollars, en hausse de 30,3 % par rapport aux ventes de 12,3 millions de dollars réalisées un an plus tôt.

Ventes par destination

Au troisième trimestre de 2008, les ventes réalisées par les installations canadiennes de la Société ont atteint 58,3 millions de dollars, ou 52,2 % des ventes totales de la Société, en hausse de 15,6 % par rapport aux ventes de 50,5 millions de dollars effectuées un an plus tôt. La hausse est attribuable à la demande robuste pour les produits de la Société et aux répercussions de la grève des travailleurs du secteur forestier en Colombie-Britannique sur les ventes de 2007. Par ailleurs, l'arrêt de trois semaines des activités d'exploitation de l'usine d'Arlington, dans l'état de Washington, au mois d'août, afin d'apporter des améliorations aux systèmes opérationnels, a nécessité le transfert temporaire d'une partie de la production vers les installations de la Société situées dans l'Ouest du Canada.

Les ventes réalisées par les installations américaines se sont élevées à 53,5 millions de dollars, ou 47,8 % des ventes, au troisième trimestre de 2008, comparativement à 24,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2007. La forte hausse découle essentiellement de l'apport des activités d'exploitation de BPB.

Pour les neuf premiers mois de 2008, les ventes réalisées par les installations canadiennes ont totalisé 166,9 millions de dollars, contre 159,6 millions de dollars un an auparavant, ce qui représente une hausse de 4,5 %. Les ventes effectuées par les installations américaines se sont chiffrées à 134,2 millions de dollars, comparativement à 61,6 millions de dollars l'an dernier, ce qui reflète l'apport des activités de BPB depuis le 1^{er} avril 2008 et la contribution de l'usine d'Arlington, dans l'état de Washington pour l'ensemble de la période, contre seulement sept mois d'exploitation en 2007.

Marge bénéficiaire brute

La marge bénéficiaire brute s'est élevée à 20,8 millions de dollars, ou 18,6 % des ventes, au troisième trimestre de 2008, comparativement à 17,9 millions de dollars, ou 23,9 % des ventes, en 2007. Le recul de la marge bénéficiaire brute exprimée en pourcentage des ventes est directement attribuable à la flambée sans précédent des coûts du bois et de l'énergie au cours du trimestre.

L'augmentation des coûts du bois a principalement affecté la rentabilité des ventes de traverses de chemin de fer de la Société aux États-Unis et découle des pénuries de bois engendrées par des fermetures de scieries et des ralentissements de production dans le Sud-Est des États-Unis. La faiblesse du marché de l'habitation aux États-Unis est en grande partie responsable de ces fermetures. La hausse des coûts de l'énergie, quant à elle, a eu un impact direct sur les frais de transport, de manutention et de traitement dans toutes les catégories de produits. Ces facteurs ont également nui à la capacité de la direction d'accroître les marges relativement moins élevées de BPB durant le troisième trimestre. Par ailleurs, plusieurs des contrats pluriannuels de la Société portant sur des traverses de chemin de fer sont

négociés sur une base annuelle et comportent des prix fixes, qui ne peuvent être ajustés qu'une fois l'an, ce qui affecte encore davantage le pourcentage de marge bénéficiaire.

Pour les neuf premiers mois de 2008, la marge bénéficiaire brute a atteint 59,7 millions de dollars, ou 19,8 % des ventes, par rapport à 54,1 millions de dollars, ou 24,4 % des ventes, un an plus tôt.

Dépenses

Les frais de vente et d'administration pour le troisième trimestre de 2008 se sont chiffrés à 6,2 millions de dollars, soit une hausse de 1,8 million de dollars par rapport au troisième trimestre de 2007. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de BPB. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration se sont établis à 5,6 % au troisième trimestre de 2008, en baisse par rapport à 5,8 % au troisième trimestre de 2007. La diminution des frais de vente et d'administration, exprimés en pourcentage des ventes, reflète la compression des frais généraux, la réalisation de synergies découlant de l'accroissement des volumes durant la période et une baisse des dépenses de rémunération. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, les frais de vente et d'administration ont totalisé 15,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 13,1 millions de dollars lors de la même période un an auparavant.

La Société a enregistré une perte de change de 388 000 \$ au troisième trimestre de 2008, alors qu'elle avait constaté une perte de change de 290 000 \$ lors de l'exercice précédent. Au 30 septembre 2008, la Société détenait des contrats de change à terme pour la vente éventuelle de dollars américains totalisant 2,2 millions de dollars à des taux moyens de 1,1503 \$ CA/1,00 \$ US et venant à échéance jusqu'en décembre 2009. Au 30 septembre 2008, le gain de change non matérialisé associé à ces contrats totalisait 181 000 \$.

L'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels s'est chiffré à 2,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, soit 0,6 million de dollars de plus que lors de la période correspondante en 2007. Cette hausse est principalement attribuable à l'acquisition de BPB en avril 2008. Pour les neuf premiers mois de 2008, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels s'est élevé à 5,2 millions de dollars, soit une hausse de 1,4 million de dollars par rapport à l'amortissement de 3,8 millions de dollars constaté lors de la même période l'an dernier.

Les frais financiers se sont élevés à 1,9 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008, comparativement à 1,3 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2007. L'augmentation est attribuable à l'accroissement des emprunts découlant de l'acquisition de BPB. Au cours des neuf premiers mois de 2008, la Société a engagé des frais financiers de 5,5 millions de dollars comparativement à 4,2 millions de dollars en 2007.

La charge d'impôts de Stella-Jones s'est chiffrée à 3,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 33,3 %. Au troisième trimestre de 2007, la charge d'impôts s'élevait à 3,4 millions de dollars, soit un taux d'imposition effectif de 32,7 %. L'augmentation du taux d'imposition effectif tient au fait qu'une proportion plus importante des bénéfices avant impôts a été réalisée aux États-Unis, où les taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés sont habituellement plus élevés. Pour les neuf premiers mois de 2008, la charge d'impôts s'est élevée à 11,6 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 34,3 %, alors que pour les neuf premiers mois de 2007, elle s'était chiffrée à 11,1 millions de dollars, ce qui équivaut à un taux d'imposition effectif de 34,3 %.

Bénéfice net

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, la Société a réalisé un bénéfice net de 6,9 millions de dollars, ou 0,54 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un bénéfice net de 7,1 millions de dollars, ou 0,56 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de la même période en 2007. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, le bénéfice net s'est élevé à 22,2 millions de dollars, ou 1,75 \$ par action, sur une base pleinement diluée, en hausse par rapport au bénéfice net de 21,3 millions de dollars, ou 1,68 \$ par action, sur une base pleinement diluée, enregistré un an auparavant.

Acquisition d'entreprise

Le 1^{er} avril 2008, la Société a conclu l'acquisition de la société The Burke-Parsons-Bowlby Corporation (« BPB ») par le biais d'une fusion entre une filiale à propriété exclusive de la Société située aux États-Unis et BPB. BPB est un producteur de produits de bois traité sous pression principalement destinés à l'industrie ferroviaire. Cette acquisition incluait cinq usines de traitement situées à DuBois, en Pennsylvanie, Goshen, en Virginie, Spencer, en Virginie-Occidentale ainsi qu'à Stanton et Fulton, au Kentucky. BPB a réalisé des ventes d'environ 107,0 millions de dollars US pour la période de douze mois terminée le 31 mars 2008.

Le prix d'achat total de l'acquisition s'élève à environ 44,0 millions de dollars (43,0 millions de dollars US), incluant des frais liés à la transaction estimés à environ 1,1 million de dollars (1,1 million de dollars US), et des liquidités disponibles de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars US). Cette somme comprend un montant de 33,7 millions de dollars (33,0 millions de dollars US) versé aux actionnaires de BPB par le biais de la conversion de chaque action ordinaire en circulation de BPB en un droit de recevoir 47,78 \$ US en espèces, un versement additionnel de 3,5 millions de dollars (3,4 millions de dollars US) équivalant au bénéfice net vérifié de BPB pour son exercice financier se terminant le 31 mars 2008, duquel sont soustraits toute distribution versée aux actionnaires au cours de cette période et autres ajustements après clôture, ainsi qu'un montant supplémentaire actualisé de 5,8 millions de dollars (5,7 millions de dollars US) qui sera payé sous forme de versements trimestriels égaux échelonnés sur une période de six ans dans le cadre d'ententes de non-concurrence conclues avec certains anciens dirigeants de BPB.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, en conséquence, le prix d'achat a été réparti aux éléments d'actifs acquis et de passifs pris en charge en fonction de leur juste valeur estimée par la direction à la date d'acquisition. La répartition de la juste valeur présentée ci-après est provisoire et est basée sur les meilleures approximations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer les présents états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés. La répartition du prix d'achat devrait être complétée d'ici le 31 décembre 2008 et conséquemment, certains changements peuvent survenir principalement aux frais liés à la transaction, aux actifs incorporels, à l'écart d'acquisition et aux impôts futurs. Les résultats d'exploitation de BPB ont été inclus aux états financiers intermédiaires consolidés à compter de la date d'acquisition.

Le tableau suivant résume les éléments d'actifs nets acquis à leur juste valeur à la date d'acquisition :

en milliers de dollars canadiens	\$
Éléments d'actifs acquis	
Éléments hors caisse du fonds de roulement	41 600
Immobilisations	24 432
Relations clients	3 953
Ententes de non-concurrence	5 814
Écart d'acquisition	5 775
Actifs d'impôts futurs	1 355
	82 929
Éléments de passifs pris en charge	
Billets à payer aux banques	(14 007)
Comptes créditeurs et charges à payer	(6 858)
Dette à long terme	(9 206)
Dépôts payables aux employés portant intérêt	(2 134)
Passifs d'impôts futurs	(6 690)
	44 034
Contrepartie	
Espèces, financées par dette	33 716
Ajustement du prix d'achat payé en espèces	3 478
Ententes de non-concurrence à payer	5 814
Encaisse	(97)
Frais liés à la transaction	1 123
	44 034

L'acquisition de BPB a été financée à l'aide de nouveaux emprunts d'environ 40,9 millions de dollars (40,0 millions de dollars US), dont l'émission d'une débenture non garantie et non convertible de 25,5 millions de dollars (25,0 millions de dollars US) au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), un emprunt à terme renouvelable auprès d'une banque canadienne de 10,2 millions de dollars (10,0 millions de dollars US) et un prélèvement de 5,1 millions de dollars (5,0 millions de dollars US) sur une marge de crédit d'exploitation existante.

Résultats trimestriels

Les ventes suivent historiquement une tendance saisonnière. Les livraisons de poteaux, de traverses et de bois à usage industriel sont à leur sommet aux deuxième et troisième trimestres pour permettre aux utilisateurs finaux du secteur industriel de s'approvisionner en vue de leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois traité à usage résidentiel suivent une tendance semblable. À l'automne et en hiver, on remarque une diminution de l'activité. Par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement un niveau de ventes moins élevé.

2008

Pour les trimestres terminés les	31 mars	30 juin	30 sept.		
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$		
Ventes	66 182	123 081	111 828		
BAIIA ¹	10 997	19 394	14 148		
Bénéfice d'exploitation ¹	9 616	17 599	12 127		
Bénéfice net	5 323	10 047	6 850		
Bénéfice net par action ordinaire	0,43	0,81	0,55		
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,42	0,80	0,54		

2007

Pour les trimestres terminés les	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	61 949	84 510	74 816	48 440	269 714
BAIIA ¹	12 301	14 725	13 255	8 720	49 000
Bénéfice d'exploitation ¹	11 235	13 424	11 864	7 537	44 060
Bénéfice net	6 097	8 078	7 084	4 440	25 700
Bénéfice net par action ordinaire	0,50	0,66	0,57	0,36	2,09
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,48	0,64	0,56	0,35	2,03

2006

Pour les trimestres terminés les	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	44 872	61 396	68 073	49 512	223 853
BAIIA ¹	6 915	9 824	12 203	9 224	38 166
Bénéfice d'exploitation ¹	6 132	9 021	11 331	8 319	34 803
Bénéfice net	3 518	5 415	6 789	5 124	20 846
Bénéfice net par action ordinaire	0,32	0,50	0,57	0,42	1,81
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,32	0,48	0,55	0,41	1,76

- 1 Le BAIIA, qui se définit comme le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, et le bénéfice d'exploitation ne sont pas des mesures financières conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et il est peu probable qu'elles puissent être comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises de son secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le BAIIA et le bénéfice d'exploitation peuvent facilement être conciliés avec le bénéfice net inclus aux états financiers établis selon les PCGR du Canada, puisqu'il n'y a pas d'ajustements en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents

Note : En raison de l'arrondissement des montants, la somme des données trimestrielles peut s'avérer légèrement différente du total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

Liquidités et ressources en capital

Au 30 septembre 2008, le fonds de roulement de Stella-Jones s'établissait à 146,1 millions de dollars, en hausse par rapport à 106,5 millions de dollars au 31 décembre 2007. L'actif à court terme s'élevait à 247,7 millions de dollars au 30 septembre 2008, en hausse par rapport à 172,8 millions de dollars au 31 décembre 2007. La majeure partie de cette hausse de 74,9 millions de dollars est attribuable aux comptes débiteurs et aux stocks liés aux activités d'exploitation de BPB.

En excluant BPB, la valeur des comptes débiteurs aurait augmenté de 16,1 millions de dollars depuis le début de l'exercice en raison d'une robuste croissance interne durant la période de pointe des deuxième et troisième trimestres, alors que la valeur des stocks aurait affiché une hausse modeste de 2,2 millions de dollars.

En raison des longues périodes requises pour sécher le bois à l'air (plus de neuf mois peuvent parfois s'écouler avant la conclusion d'une vente), les stocks constituent un élément important du fonds de roulement. Toutefois, les excellentes relations d'affaires qu'entretient la Société avec l'ensemble de ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les stocks nécessaires. La Société estime que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et les marges de crédit d'exploitation disponibles lui assurent un fonds de roulement suffisant pour remplir ses obligations pour l'avenir prévisible.

Les immobilisations s'élevaient à 97,5 millions de dollars au 30 septembre 2008, comparativement à 70,3 millions de dollars au 31 décembre 2007. Cette hausse est liée à l'ajout des immobilisations de BPB et à des dépenses en immobilisations de 6,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

À la suite de l'acquisition de BPB, des actifs incorporels totalisant 9,3 millions de dollars, qui comprenaient les relations clients et la valeur actualisée des ententes de non-concurrence, de même qu'un écart d'acquisition de 6,0 millions de dollars, ont été inclus au bilan de la Société au 30 septembre 2008.

L'endettement bancaire à la fin du troisième trimestre se chiffrait à 63,0 millions de dollars, soit une hausse de 23,9 millions de dollars par rapport à l'endettement bancaire de 39,0 millions de dollars au début de l'exercice. Cette hausse reflète essentiellement l'augmentation des besoins en fonds de roulement durant la saison de pointe de la Société qui correspond aux deuxième et troisième trimestres. L'endettement bancaire comprend un prêt à l'exploitation à vue de 50,0 millions de dollars auprès d'une banque canadienne, de même qu'une marge de crédit d'exploitation de 40,0 millions de dollars US auprès des banquiers américains des filiales de Stella-Jones situées aux États-Unis. La disponibilité totale en vertu des marges de crédit d'exploitation canadienne et américaine était de 26,1 millions de dollars et de 10,4 millions de dollars US, respectivement, au 30 septembre 2008.

La direction est d'avis que ces marges de crédit d'exploitation, jumelées aux fonds provenant des activités d'exploitation de la Société au cours des prochains trimestres, seront suffisants pour répondre à ses besoins de trésorerie dans un avenir prévisible. Cependant, de nouvelles acquisitions d'entreprise pourraient nécessiter un appel à de nouvelles sources de financement.

Le 30 septembre 2008, la dette à long terme de la Société, y compris la portion à court terme, s'élevait à 96,3 millions de dollars, en hausse par rapport à 47,4 millions de dollars au début de l'exercice, en raison essentiellement de l'acquisition de BPB.

Les capitaux propres s'établissaient à 149,7 millions de dollars au 30 septembre 2008, en hausse de 22,0 millions de dollars depuis le 31 décembre 2007. Ce gain est en grande partie attribuable aux bénéfices de la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice. La valeur comptable s'établissait à 11,92 \$ l'action ordinaire au 30 septembre 2008, en hausse par rapport à 10,35 \$ l'action ordinaire au 31 décembre 2007.

Au 30 septembre 2008, le ratio d'endettement à long terme de Stella-Jones, y compris la portion à court terme, par rapport aux capitaux propres s'établissait à 0,64:1 comparativement à 0,66:1 à la fin du trimestre précédent au 30 juin 2008, et 0,37:1 au 31 décembre 2007.

Le tableau qui suit résume les éléments de flux de trésorerie pour les périodes indiquées.

Résumé des flux de trésorerie (en milliers de dollars)	<u>Périodes de trois mois terminées les</u>		<u>Périodes de neuf mois terminées les</u>	
	30 sept. 2008	30 sept. 2007	30 sept. 2008	30 sept. 2007
Activités d'exploitation	6 091 \$	14 624 \$	1 403 \$	9 066 \$
Activités de financement	(2 720) \$	(13 358) \$	42 905 \$	13 066 \$
Activités d'investissement	<u>(3 371) \$</u>	<u>(1 266) \$</u>	<u>(44 308) \$</u>	<u>(22 132) \$</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	--- \$	--- \$	--- \$	--- \$

Les activités, les acquisitions et les dépenses en immobilisations de la Société sont principalement financées par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, l'utilisation des liquidités et des marges de crédit d'exploitation, et l'émission d'obligations à long terme ou d'actions ordinaires.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement, se sont chiffrés à 9,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, comparativement à 9,3 millions de dollars pour la même période en 2007. La hausse découle d'une augmentation de l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels principalement liée à l'acquisition de BPB qui a été contrebalancée par une baisse du bénéfice net au troisième trimestre de 2008. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont nécessité une utilisation de liquidités de 3,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, alors qu'elles avaient généré des liquidités de 5,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2007. La différence découle essentiellement d'une constitution de stocks plus élevés au troisième trimestre de 2008, par rapport à la même période un an plus tôt. Par conséquent, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont généré des liquidités de 6,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2008, contre 14,6 millions de dollars un an auparavant. Pour les neuf premiers mois de 2008, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont généré des liquidités de 1,4 million de dollars, comparativement à 9,1 millions de dollars en 2007.

Les activités de financement nettes de la Société ont nécessité une utilisation de liquidités de 2,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, comparativement à 13,4 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Ces activités comprennent les variations des prêts bancaires et d'autres emprunts à court et à long terme, de même que le produit de l'émission d'actions ordinaires aux termes des régimes d'options d'achat d'action et des régimes d'achat d'actions à l'intention des employés de la Société. La variation entre ces deux périodes de comparaison est attribuable à une réduction plus importante, l'an dernier, de l'endettement bancaire à court terme. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, les activités de financement nettes ont généré des liquidités de 42,9 millions de dollars, comparativement à 13,1 millions de dollars un an plus tôt.

Les activités d'investissement ont nécessité 3,4 millions de dollars en espèces au cours du troisième trimestre de 2008, en raison principalement de l'achat d'immobilisations (3,3 millions de dollars), comparativement à 1,3 million de dollars au troisième trimestre de 2007. Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 44,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2008, comparativement à 22,1 millions de dollars lors de la même période en 2007.

Les échéances des obligations financières de la Société au 30 septembre 2008 sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

(en milliers de dollars)	Paiements exigibles par période				
	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Après 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Endettement bancaire	62 957	---	---	---	62 957
Comptes créditeurs et charges à payer	30 451	---	---	---	30 451
Obligations liées à la dette à long terme	4 965	11 566	20 290	61 652	98 473
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	79	129	161	-	369
Ententes de non-concurrence	1 330	2 660	2 660	665	7 315
Total	99 782	14 355	23 111	62 317	199 565

Renseignements concernant les actions et les options d'achat d'actions

Au 13 novembre 2008, le capital-actions de la Société était constitué de 12 561 075 actions ordinaires émises et en circulation (12 341 088 au 31 décembre 2007).

Au 13 novembre 2008, le nombre d'options en circulation en vue d'acquérir des actions ordinaires en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 147 785 (162 070 au 31 décembre 2007) dont 81 285 d'entre elles pouvaient être exercées (76 570 au 31 décembre 2007).

En date du 6 mai 2003, la Société a octroyé à son président et chef de la direction, en vertu d'une convention d'options d'achat d'actions, 300 000 options permettant à celui-ci d'acquérir un nombre équivalent d'actions ordinaires à un prix d'exercice de 2,99 \$ l'action. Ces options sont devenues exerçables le 6 mai 2008 et 100 000 options étaient toujours en vigueur et exerçables au 13 novembre 2008.

Dividendes

Le 13 août 2008, le conseil d'administration a déclaré un dividende semestriel de 0,18 \$ par action ordinaire, payable aux actionnaires le 10 octobre 2008. La déclaration de dividendes futurs ainsi que leurs montants et dates de versement, seront continuellement évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction des bénéfices et des besoins financiers de la Société, ainsi que des clauses restrictives contenues dans ses documents de prêt et de tout autre condition pouvant prévaloir à ce moment. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de tels dividendes dans l'avenir.

Engagements et éventualités

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2007.

Risques et incertitudes

Les facteurs de risque et d'incertitude susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux énoncés dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2007.

La Société surveille la solvabilité de ses clients et n'a observé jusqu'à maintenant aucune détérioration importante au chapitre du recouvrement des comptes clients. La Société croit que la répartition géographique et la taille considérable de sa clientèle, qui est principalement constituée de sociétés de services publics et de télécommunications et d'exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie A, de même que ses procédures de gestion des risques commerciaux, limitent ses risques de crédit.

Ententes et instruments financiers hors bilan

Le 26 septembre 2008, la Société a désigné une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains comme constituant une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Les gains ou les pertes de change liés à une dette désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome sont comptabilisés dans les « Autres éléments du résultat étendu ».

Pour de plus amples détails sur les ententes et les instruments financiers hors bilan, reportez-vous à la Note 11 des états financiers consolidés non vérifiés de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008.

Modifications de conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié les nouvelles normes comptables suivantes qui ont été adoptées par la Société le 1^{er} janvier 2008 :

Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030, « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptables et le montant des réductions de valeur des stocks.

Le chapitre 3862 du Manuel, « Instruments financiers – Informations à fournir », décrit les renseignements exigés pour l'évaluation de l'importance des instruments financiers pour la situation financière et le rendement de l'entité et l'évaluation de la nature et de la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre et le chapitre 3863, « Instruments financiers – Présentation », remplaceront le chapitre 3861, « Instruments financiers — Informations à fournir et présentation ».

Le chapitre 3863 du Manuel, « Instruments financiers – Présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des instruments dérivés non financiers. Il reprend les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers — Informations à fournir et présentation ».

Le chapitre 1535 du Manuel, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de divulgation de l'information au sujet du capital d'une entité et de la façon dont il est géré. Il décrit les exigences d'information à l'égard des objectifs, des politiques et des procédés de l'entité pour la gestion du capital; les données quantitatives liées à ce que l'entité considère comme du capital; la question de la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital ainsi que les répercussions en cas de non-conformité.

Incidence des normes comptables non encore entrées en vigueur

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes qui seront adoptées par la Société le 1^{er} janvier 2009 :

Le chapitre 3064 du Manuel, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a publié un nouveau plan stratégique ayant des incidences significatives sur les exigences en matière d'information financière à fournir par les sociétés canadiennes. Le plan stratégique du CNC est de converger les PCGR du Canada vers les IFRS sur une période transitoire de cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que 2011 serait la date limite pour utiliser les IFRS en remplacement des PCGR du Canada par les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes. Cette exigence s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La date de transition du 1^{er} janvier 2011 requiert le retraitement des chiffres comparatifs publiés par la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. La Société a débuté l'évaluation de l'adoption des IFRS. L'incidence sur l'information financière ne peut pas être estimée de façon raisonnable pour le moment.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Conformément à la norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des certificats signés par le président et chef de la direction et par le premier vice-président et chef des finances, qui font notamment état de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Perspectives

Stimulée par des facteurs de base solides, la demande se maintient pour les principaux produits de Stella-Jones, soit les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics. Toutefois, la conjoncture financière et économique actuelle continuera de créer de l'incertitude. En conséquence, malgré les besoins pressants à combler au niveau de l'infrastructure, certains projets nécessitant les produits de la Société pourraient être retardés.

La Société entend poursuivre sa croissance interne en accaparant une part plus importante du volume de sa clientèle actuelle et en élargissant sa base de clients, alors qu'elle exploitera le plein potentiel de son vaste réseau nord-américain. Les acquisitions stratégiques demeurent également une composante intégrale du plan de croissance de la Société, et la direction poursuivra sa recherche de cibles dans ses marchés de base qui répondent à ses exigences rigoureuses en matière d'investissement et qui offrent des occasions de réaliser des synergies.

Cependant, à court terme, la direction se concentrera avant tout sur l'intégration et l'optimisation de l'acquisition de BPB. Même si BPB génère à l'heure actuelle des marges d'exploitation moins élevées, la Société est confiante qu'elle réussira à accroître progressivement les marges de BPB à un niveau avoisinant celui de ses autres activités d'exploitation d'ici la fin de 2009. Les marges pourraient également augmenter graduellement si la Société réussit à ajuster ses prix de vente de manière à refléter l'augmentation des coûts des matières premières, conformément aux dispositions contenues dans la plupart de ses contrats pluriannuels qui prévoient des ajustements vers la fin de chaque année civile. Enfin, la récente baisse des prix du pétrole et l'affaiblissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine depuis la fin du troisième trimestre devraient avoir un effet bénéfique sur les marges.

Le 13 novembre 2008



AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Stella-Jones Inc. pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008 n'ont pas été examinés par les vérificateurs externes de la Société.

(Signé)

George Labelle
Premier vice-président et chef des finances

Montréal (Québec)
Le 14 novembre 2008

BILANS CONSOLIDÉS*(en milliers de dollars)*

	30 sept. 2008 non vérifié (\$)	31 décembre 2007 (\$)
<i>aux 30 septembre 2008 et 31 décembre 2007</i>		
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs	59 214	26 411
Instruments financiers dérivés (Note 11)	153	658
Stocks	181 494	142 874
Frais payés d'avance	2 526	1 472
Impôts à recouvrer	1 936	784
Impôts futurs	2 418	619
	247 741	172 818
IMMOBILISATIONS		
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (Note 11)	97 476	70 264
ACTIFS INCORPORELS (Notes 3 & 4)	28	274
ÉCART D'ACQUISITION (Notes 3 & 4)	9 343	---
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (Note 5)	6 015	---
IMPÔTS FUTURS	2 381	1 143
	357	357
	363 341	244 856
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Endettement bancaire (Note 6)	62 957	39 026
Comptes créditeurs et charges à payer	32 712	21 856
Impôts futurs	---	289
Portion à court terme de la dette à long terme (Note 7)	4 696	4 409
Portion à court terme des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	731	751
Portion à court terme des ententes de non-concurrence à payer	522	---
	101 618	66 331
DETTE À LONG TERME (Note 7)		
IMPÔTS FUTURS	91 554	43 035
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS	12 957	5 968
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS	499	467
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (Note 11)	1 494	1 298
ENTENTES DE NON-CONCURRENCE À PAYER	333	---
	5 174	---
	213 629	117 099
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS	49 849	46 023
SURPLUS D'APPORT	1 829	4 045
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	98 728	80 745
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	(694)	(3 056)
	149 712	127 757
	363 341	244 856

Voir les notes afférentes ci-jointes

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES*(en milliers de dollars sauf si spécifié autrement)*

non vérifié	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
	(#)	(#)	(#)	(#)
CAPITAL - ACTIONS				
Actions en circulation au début de la période	12 557 177	12 326 969	12 341 088	12 298 015
Régime d'options d'achat d'actions	1 500	11 500	14 285	37 785
Convention d'options d'achat d'actions	---	---	200 000	---
Régime d'achat d'actions	2 102	1 335	5 406	4 004
Actions en circulation à la fin de la période	12 560 779	12 339 804	12 560 779	12 339 804
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actions en circulation au début de la période	49 754	45 762	46 023	45 473
Régime d'options d'achat d'actions	43	165	286	367
Convention d'options d'achat d'actions	---	---	3 384	---
Régime d'achat d'actions	52	48	156	135
Actions en circulation à la fin de la période	49 849	45 975	49 849	45 975
SURPLUS D'APPORT				
Solde au début de la période	1 766	3 296	4 045	2 417
Rémunération à base d'actions	76	527	664	1 406
Levée d'options d'achat d'actions	(13)	(88)	(2 880)	(88)
Solde à la fin de la période	1 829	3 735	1 829	3 735
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS				
Solde au début de la période	94 139	70 948	80 745	58 004
Bénéfice net de la période	6 850	7 084	22 220	21 260
Dividendes sur les actions ordinaires	(2 261)	---	(4 237)	(1 232)
Solde à la fin de la période	98 728	78 032	98 728	78 032
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Solde au début de la période	(2 837)	(951)	(3 056)	(73)
Adoption de nouvelles normes comptables pour les instruments financiers, après impôts de 280 \$	---	---	---	569
Autres éléments du résultat étendu	2 143	(1 769)	2 362	(3 216)
Solde à la fin de la période	(694)	(2 720)	(694)	(2 720)
CAPITAUX PROPRES	149 712	125 022	149 712	125 022
<i>Voir les notes afférentes ci-jointes</i>				

RÉSULTATS CONSOLIDÉS*(en milliers de dollars sauf les montants par action)*

non vérifié	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
VENTES	111 828	74 816	301 091	221 275
DÉPENSES				
Coût des ventes (Note 9)	91 053	56 943	241 358	167 208
Frais de vente et d'administration	6 221	4 376	14 983	13 074
Perte de change	388	290	227	776
Amortissement d'immobilisations et des actifs incorporels	2 021	1 391	5 197	3 758
Perte (gain) réalisé sur la cession d'immobilisations	18	(48)	(16)	(64)
	99 701	62 952	261 749	184 752
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	12 127	11 864	39 342	36 523
INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME	1 207	731	3 716	2 137
AUTRES INTÉRÊTS	644	614	1 821	2 017
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	10 276	10 519	33 805	32 369
CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	3 426	3 435	11 585	11 109
BÉNÉFICE NET DE LA PÉRIODE	6 850	7 084	22 220	21 260
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE (Note 8)	0,55	0,57	1,79	1,73
BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE (Note 8)	0,54	0,56	1,75	1,68

*Voir les notes afférentes ci-jointes***RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ***(en milliers de dollars)*

non vérifié	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
BÉNÉFICE NET DE LA PÉRIODE	6 850	7 084	22 220	21 260
Autres éléments du résultat étendu :				
Variation nette des pertes non réalisées lors de la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	3 209	(1 692)	3 867	(3 584)
Variation nette des gains (pertes) nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome (Note 2)	(758)	---	(758)	---
Variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(347)	625	(500)	2 004
Gains sur couverture de flux de trésorerie reclassés aux ventes	(101)	(721)	(583)	(1 412)
Économie d'impôt (charge)	140	19	336	(224)
	2 143	(1 769)	2 362	(3 216)
RÉSULTAT ÉTENDU	8 993	5 316	24 582	18 044

Voir les notes afférentes ci-jointes

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS*(en milliers de dollars)*

non vérifié	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008 (\$)	2007 (\$)	2008 (\$)	2007 (\$)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	6 850	7 084	22 220	21 260
Ajustements pour :				
Amortissement d'immobilisations	1 598	1 391	4 404	3 758
Amortissement des actifs incorporels	423	---	793	---
Amortissement des frais reportés	14	---	35	---
Variation de la juste valeur des dettes	(15)	---	335	---
Perte (gain) réalisé sur la cession d'immobilisations	18	---	(16)	(16)
Avantages sociaux futurs	64	81	196	207
Rémunération à base d'actions	76	527	664	1 406
Perte de change non réalisée sur la dette à long terme	388	---	388	---
Impôts futurs	---	216	---	216
Autres	5	21	(34)	59
	9 421	9 320	28 985	26 890
VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT				
Diminution (augmentation) des :				
Débiteurs	8 617	6 710	(16 007)	(7 560)
Stocks	(9 748)	(3 026)	(5 501)	(8 080)
Frais payés d'avance	(234)	1 647	(801)	1 194
Impôts à recouvrer	(2 263)	---	(1 075)	---
Augmentation (diminution) des :				
Comptes créditeurs et charges à payer	522	1 168	(4 210)	(1 502)
Impôts exigibles	---	(884)	---	(1 742)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(224)	(311)	12	(134)
	(3 330)	5 304	(27 582)	(17 824)
	6 091	14 624	1 403	9 066
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
(Diminution) augmentation de l'endettement bancaire	(1 415)	(15 085)	8 091	2 749
Augmentation de la dette à long terme	89	2 664	45 719	13 570
Remboursement de la dette à long terme	(1 160)	(1 063)	(9 243)	(2,435)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	83	126	946	414
Ententes de non-concurrence à payer	(317)	---	(632)	---
Dividende sur les actions ordinaires	---	---	(1 976)	(1 232)
	(2 720)	(13 358)	42 905	13 066
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
(Augmentation) diminution des autres actifs	(59)	391	(8)	513
Acquisition d'entreprise	(182)	---	(38 220)	(16 976)
Achats d'immobilisations	(3 251)	(1 655)	(6 235)	(5 812)
Produit provenant de la cession d'immobilisations	121	(2)	155	143
	(3 371)	(1 266)	(44 308)	(22 132)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE LA PÉRIODE				
	---	---	---	---
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT ET À LA FIN DE LA PÉRIODE				
	---	---	---	---
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES				
Intérêts versés	1 769	1 495	4 907	4 360
Impôts payés	5 313	4 131	11 861	12 731

Voir les notes afférentes ci-jointes

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

non vérifiées

NOTE 1 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2008 et 2007 sont non vérifiés et comprennent toutes les estimations et tous les ajustements que la direction de Stella-Jones Inc. (« la Société ») juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, de l'état des capitaux propres, des résultats, du résultat étendu et des flux de trésorerie.

Les états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens et ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») en utilisant les mêmes conventions comptables que celles des états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables qui ont été appliquées le 1^{er} janvier 2008, tel que décrit ci-après. Cependant, ils n'incluent pas toutes les informations habituellement requises pour les états financiers annuels selon les PCGR et doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période actuelle.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de la Société, de ses filiales canadiennes en propriété exclusive, Guelph Utility Pole Company Ltd., I.P.B.-W.P.I. International Inc., Bell Pole Canada Inc. et de ses filiales américaines en propriété exclusive, Stella-Jones U.S. Holding Corporation, Stella-Jones Corporation, The Burke-Parsons-Bowlby Corporation et Stella-Jones U.S. Finance Corporation. Les comptes consolidés de Bell Pole Canada Inc. comprennent les comptes liés à une participation de 50 % dans Kanaka Creek Pole Company Limited, une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Modifications de conventions comptables

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1^{er} janvier 2008 :

- Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplace le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptables et le montant des réductions de valeur des stocks. L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence significative sur les résultats financiers.
- Le chapitre 3862 du Manuel, « Instruments financiers - Informations à fournir », le chapitre 3863 du Manuel, « Instruments financiers — Présentation » et le chapitre 1535 du Manuel, « Informations à fournir concernant le capital » établissent des normes pour la présentation et la fourniture d'informations sur les instruments financiers et le capital d'une entité. Ces chapitres ne concernent que les informations à fournir et la présentation, et ils n'ont eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Les notes 11 et 12 fournissent les informations requises.

NOTE 1 (suite)

Effets des nouvelles normes comptables non encore entrées en vigueur

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1^{er} janvier 2009;

- Le chapitre 3064 du Manuel, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, utilisés par les sociétés ouvertes, seront convertis en fonction des Normes internationales d'information financière (IFRS) au cours d'une période de transition qui devrait se terminer en 2011.

La Société a débuté l'évaluation de l'adoption des IFRS. L'incidence sur l'information financière ne peut pas être estimée de façon raisonnable pour le moment.

NOTE 2 – COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET

En date du 26 septembre 2008, la Société a désigné une portion de sa dette à long terme libellé en dollars américains comme constituant une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Les gains ou les pertes de change liés à une dette désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome sont comptabilisés dans les « autres éléments du résultat étendu ».

NOTE 3 – ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 1^{er} avril 2008, la Société a conclu l'acquisition de la société The Burke-Parsons-Bowlby Corporation (« BPB »), par le biais d'une fusion entre une filiale en propriété exclusive de la Société située aux États-Unis et BPB. BPB est un producteur de produits de bois traité sous pression principalement destinés à l'industrie ferroviaire. Cette acquisition comprend cinq usines de traitement situées à DuBois en Pennsylvanie, Goshen en Virginie, Spencer en Virginie-Occidentale ainsi qu'à Stanton et Fulton au Kentucky.

La contrepartie totale s'élève à environ 44,0 millions de dollars (43,0 millions de dollars U.S.) incluant des frais liés à la transaction estimés à approximativement 1,1 million de dollars (1,1 million de dollars U.S.) et des liquidités disponibles de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars U.S.). Cette somme inclut 33,7 millions de dollars (33,0 millions de dollars U.S.) versés aux actionnaires existants de BPB par le biais de la conversion de chaque action ordinaire en circulation de BPB en un droit de recevoir 47,78 \$ US par action en espèces, 3,5 millions de dollars (3,4 millions de dollars U.S.) équivalant au bénéfice net vérifié de BPB pour son exercice financier se terminant le 31 mars 2008, dont sera soustraite toute distribution versée aux actionnaires au cours de cette période, ainsi qu'un montant supplémentaire escompté à 5,8 millions de dollars (5,7 millions de dollars U.S.) qui sera versé en paiements trimestriels égaux sur une période de six ans en vertu d'ententes de non-concurrence avec certains anciens dirigeants de BPB.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, en conséquence, le prix d'achat a été réparti aux éléments d'actif acquis et de passifs pris en charge en fonction de leur juste valeur estimée par la direction à la date d'acquisition. La répartition de la juste valeur est provisoire et est basée sur les meilleures approximations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces présents états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés. Au cours du troisième quart, la Société a ajusté la valeur allouée à certaines immobilisations ainsi qu'à l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les impôts futurs. La répartition de la juste valeur sera complétée avant le 31 décembre 2008 et conséquemment, certains changements peuvent survenir principalement aux frais liés à la transaction, aux actifs incorporels, à l'écart d'acquisition et aux impôts futurs. Les

résultats d'exploitation de BPB ont été inclus aux états financiers intermédiaires consolidés à compter de la date d'acquisition.

NOTE 3 (suite)

Le tableau suivant résume les éléments d'actifs nets acquis à leur juste valeur en date de la transaction :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>(\$)</i>
Éléments d'actifs acquis	
Éléments hors caisse du fonds de roulement	41 600
Immobilisations	24 432
Relations clients	3 953
Ententes de non-concurrence	5 814
Écart d'acquisition	5 775
Actifs d'impôts futurs	1 355
	<hr/>
	82 929
Éléments de passifs pris en charge	
Billets à payer aux banques	(14 007)
Comptes créditeurs et charges à payer	(6 858)
Dettes à long terme	(9 206)
Dépôts payables aux employés portant intérêt	(2 134)
Passifs d'impôts futurs	(6 690)
	<hr/>
Contrepartie totale	44 034
Contrepartie	
Espèces, financées par dette	33 716
Ajustement au prix d'achat payé en espèces	3 478
Ententes de non-concurrence à payer	5 814
Encaisse	(97)
Frais liés à la transaction	1 123
	<hr/>
Contrepartie totale	44 034

L'acquisition de BPB a été financée par de nouveaux emprunts totalisant approximativement 40,9 millions de dollars (40,0 millions de dollars U.S.), dont l'émission d'une débenture non garantie et non convertible de 25,5 millions de dollars (25,0 millions de dollars U.S.) au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), un emprunt à terme renouvelable auprès d'une banque canadienne de 10,2 millions de dollars (10,0 millions de dollars U.S.) et un prélèvement de 5,1 millions de dollars (5,0 millions de dollars U.S.) sur un crédit d'exploitation sur demande existant. Les détails sur ces emprunts sont disponibles dans la Note 6 sur l'endettement bancaire et la Note 7 sur la dette à long terme.

NOTE 4 – ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

La Société a enregistré un écart d'acquisition et des actifs incorporels en comptabilisant le prix d'achat suite à l'acquisition de BPB. Suite à l'enregistrement de ces actifs, la Société a adopté les conventions comptables suivantes.

L'écart d'acquisition n'est pas amorti et sera soumis à un test de dépréciation effectué annuellement, ou plus fréquemment, lorsque des événements ou des changements de situation indiquent une perte de valeur possible. Ce test consiste principalement à déterminer si la juste valeur d'une unité d'exploitation, établie selon les flux de trésorerie estimatifs actualisés, excède la valeur comptable nette de cette unité d'exploitation à la date d'évaluation. Si la juste valeur est supérieure à la valeur comptable nette, aucune perte de valeur n'est nécessaire. Cependant, si la valeur comptable nette excède la somme des flux de trésorerie estimatifs actualisés, un deuxième test doit être effectué afin de déterminer si la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est inférieure à sa valeur comptable nette. La juste valeur de l'écart d'acquisition est évaluée de la même manière que si cet écart avait été établi à la date d'acquisition dans un regroupement d'entreprises, c'est-à-dire l'excédent de la juste valeur de l'unité d'exploitation sur la juste valeur de l'actif net identifiable de cette unité.

NOTE 4 – (suite)

Les actifs incorporels sont initialement enregistrés à la juste valeur qui subséquemment deviendra le coût. La présentation aux bilans intermédiaires consolidés est au coût moins l'amortissement cumulé et la dépense d'amortissement est incluse aux résultats consolidés sur la ligne amortissement. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2008, les dépenses d'amortissement liées aux relations clients et aux ententes de non-concurrence sont 174 723 \$ et 247 958 \$ respectivement. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, les dépenses d'amortissements liées aux relations clients et aux ententes de non-concurrence sont 310 834 \$ et 482 258 \$ respectivement. L'amortissement est calculé sur une base linéaire sur la durée de vie utile des actifs incorporels :

Relations clients	3 à 10 ans
Ententes de non-concurrence	6 ans

NOTE 5 – AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIFS

<i>(en milliers de dollars)</i>	le 30 sept. 2008	le 31 déc. 2007
	(\$)	(\$)
Effets à recevoir	397	361
Actif au titre de prestations constituées	782	782
Actifs détenus pour la revente	1 202	---
	2 381	1 143

Les effets à recevoir comprennent un prêt hypothécaire de déménagement de 220 000 \$ portant un intérêt à un taux variable annuel prescrit par l'Agence du revenu du Canada et des prêts à des fournisseurs totalisant 176 746 \$.

L'actif au titre de prestations constituées est reconnu en vertu des fonds de pension de Bell Pole Canada Inc., qui est constaté aux fins de la comptabilité le 31 décembre de chaque année.

La Société a décidé de vendre un édifice à bureaux et le terrain y afférent qui ont été acquis de BPB et enregistrés à leur juste valeur de 530 059 \$. Ces actifs sont considérés redondants car un nouvel édifice à bureaux est en construction sur un terrain récemment acquis. La Société a également décidé de vendre un bâtiment et le terrain y afférent à Christina Lake, Colombie-Britannique qui ont une valeur nette de 671 629 \$.

NOTE 6 – ENDETTEMENT BANCAIRE

<i>(en milliers de dollars)</i>	le 30 sept. 2008	le 31 déc. 2007
	(\$)	(\$)
Crédit d'exploitation sur demande contracté auprès d'une banque canadienne (Note 6 (a))	26 128	21 494
Crédit d'exploitation sur demande contracté auprès d'une banque américaine (Note 6 (b))	33 748	14 817
Part proportionnelle du crédit d'exploitation de Kanaka Creek Pole Company Limited (Note 6 (c))	3 081	2 715
Endettement bancaire	62 957	39 026

NOTE 6 – (suite)

- (a) La Société bénéficie d'une facilité de crédit contractée auprès d'une banque canadienne qui comporte un crédit d'exploitation sur demande maximale de 50 000 000 \$ (50 000 000 \$ au 31 décembre 2007) ayant un solde disponible de 26 103 268 \$ au 30 septembre 2008. La facilité de crédit comprend aussi une facilité de crédit à terme de 6 900 000 \$, une facilité pour les soumissions et cautionnement de bonne exécution jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$, une facilité de contrats de location-acquisition de 5 027 706 \$, une marge de crédit renouvelable sur demande au montant de 5 963 000 \$ pour l'achat de contrats de change d'une valeur nominale totale de 25 100 000 \$ et une facilité de swap de taux d'intérêt pour le montant total maximal du solde des emprunts à terme.

Le crédit d'exploitation porte intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux de base américain de la banque ou au taux LIBOR majoré de 1,50 %. À titre de garanties, la banque détient des hypothèques mobilières et des contrats de sûreté généraux sur l'universalité des actifs canadiens de la Société, créant une charge de premier rang de 137 086 606 \$ au 30 septembre 2008 sur tous les actifs à court terme canadiens de la Société et une charge de deuxième rang sur toutes les immobilisations canadiennes de la Société de 50 792 948 \$ au 30 septembre 2008, sujet à l'approbation des emprunts antérieurs par les banquiers canadiens. La banque détient également une garantie de premier rang en vertu de l'article 427 de la *Loi sur les banques* sur les stocks canadiens de la Société.

- (b) Les filiales américaines bénéficient d'une facilité de crédit contractée auprès d'une banque américaine qui comporte un crédit d'exploitation sur demande maximale de 40 000 000 \$ US (20 000 000 \$ US au 31 décembre 2007) ayant un solde disponible de 10 378 157 \$ US au 30 septembre 2008. Au 1^{er} avril 2008, le crédit d'exploitation sur demande a été augmenté à 40 000 000 \$ US afin d'assurer à la Société un fonds de roulement additionnel suite à l'acquisition de BPB. Le crédit d'exploitation porte intérêt au taux préférentiel de la banque moins 1,75 % ou au taux LIBOR majoré de 1,00 % (précédemment au taux préférentiel de la banque moins 1,25 % ou au taux LIBOR majoré de 1,00 %).

À titre de garantie du crédit d'exploitation sur demande américain, la banque américaine détient une sécurité de premier rang sur tous les actifs des filiales américaines, à l'exception de certains équipements, ayant une valeur comptable nette de 117 392 076 \$US au 30 septembre 2008. La banque détient également une sécurité de second rang sur certains équipements ayant une valeur comptable nette de 34 472 174 \$US au 30 septembre 2008. Il n'y a aucun recours possible auprès de la société mère canadienne dans l'éventualité d'un défaut des filiales américaines. La société mère canadienne a signé une entente de rachat de stocks avec le banquier américain suivant laquelle la société mère a convenu de racheter une partie ou la totalité des stocks de la filiale américaine, à la valeur comptable, si les filiales américaines se trouvaient en situation de défaut, à la demande de la banque américaine.

- (c) Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société comprennent la part proportionnelle de 50 % de Kanaka Creek Pole Company Limited qui bénéficie aussi d'une facilité de crédit contractée auprès d'une banque canadienne comportant un crédit d'exploitation sur demande de 7 000 000 \$. Le crédit d'exploitation sur demande porte intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux de base américain de la banque, au taux LIBOR majoré de 1,13 % ou d'une acceptation bancaire majorée de 1,13 %. La moitié de l'endettement est garantie par Bell Pole Canada Inc. et la Société jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$. La Société a aussi remis une convention d'indemnisation environnementale à la banque pour la propriété de Maple Ridge, le site d'exploitation de Kanaka Creek Pole Company Limited, dont l'obligation est limitée à la moitié des sommes arrivant à échéance et exigible par la banque en vertu d'une telle indemnisation.

NOTE 7 – DETTE À LONG TERME

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 sept. 2008 (\$)	31 déc. 2007 (\$)
Dettes à long terme		
Emprunts à terme avec une banque canadienne (Note 7 (a))	4 132	4 768
Emprunt à terme renouvelable avec une banque canadienne (Note 7 (b))	22 130	11 588
Emprunts à terme avec une banque américaine (Note 7 (c))	10 430	3 886
Débeture non garantie et non convertible (Note 7 (d))	10 000	10 000
Débeture non garantie et non convertible (Note 7 (e))	4 333	4 333
Débeture non garantie et non convertible (Note 7 (f))	26 605	---
Billet à payer (Note 7 (g))	798	743
Billet à payer (Note 7 (h))	958	992
Billet subordonné (Note 7 (i))	7 230	6 981
Obligation (Note 7 (j))	4 987	---
Billet à payer (Note 7 (k))	466	---
Billet à payer (Note 7 (l))	386	---
Emprunts hypothécaires (Note 7 (m))	4 005	3 930
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (Note 7 (n))	369	223
	96 829	47 444
Frais reportés	(579)	---
	96 250	47 444
Moins: la tranche à court terme de la dette à long terme	4 761	4 409
Moins: la tranche à court terme des frais reportés	(65)	---
	91 554	43 035

- (a) La Société bénéficie de trois emprunts à terme de 2 300 000 \$, 2 700 000 \$ et 1 900 000 \$ contractés auprès d'une banque canadienne.

Tous les montants dus sur l'emprunt à terme de 2 300 000 \$ sont remboursables en 19 versements égaux consécutifs de capital de 82 143 \$ à chaque anniversaire de trois mois de la date de réception de l'avance initiale (28 décembre 2005), et en un paiement final de 739 286 \$ représentant le vingtième et dernier paiement du solde résiduel de capital le 28 décembre 2010. Suite à une entente de swap de taux d'intérêt, l'emprunt porte intérêt au taux fixe de 5,81 % pendant toute la durée de l'emprunt.

Tous les montants dus sur l'emprunt à terme de 2 700 000 \$ sont remboursables en 19 versements égaux consécutifs de capital de 96 429 \$ à chaque anniversaire de trois mois de la date de réception de l'avance initiale (1^{er} février 2006), et un paiement final de 867 857 \$ représentant le vingtième et dernier paiement du solde résiduel de capital le 1^{er} février 2011. Suite à une entente de swap de taux d'intérêt, l'emprunt porte intérêt au taux fixe de 5,85 % pendant toute la durée de l'emprunt.

Tous les montants dus sur l'emprunt à terme de 1 900 000 \$ sont remboursables en 19 versements égaux consécutifs de capital de 100 000 \$ à chaque anniversaire de trois mois de la date de réception de l'avance initiale (19 décembre 2005), et devront, en toute circonstance, être entièrement remboursés le 30 septembre 2010. L'emprunt porte intérêt au taux fixe de 5,93 % pendant toute la durée de l'emprunt.

- (b) Afin de financer une partie de l'acquisition de BPB, la Société a signé une nouvelle entente pour un crédit renouvelable sur deux ans avec une banque canadienne pour un emprunt de 11 587 500 \$ CA et un nouvel emprunt de 10 000 000 \$ US ainsi qu'un montant ne dépassant pas les 5 000 000 \$ US pour acheter des contrats de change. La nouvelle entente de crédit renouvelable a une date de maturité au 14 février 2010. L'emprunt de 10 000 000 \$US a été désigné comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. (Au 31 décembre 2007, un crédit renouvelable sur deux ans pour un montant de 11 587 500 \$ CA et un montant ne dépassant pas les 5 000 000 \$ US pour acheter des contrats de change. Cette entente de crédit renouvelable avait une date de maturité au 28 février 2009).

NOTE 7 – (suite)

Les emprunts en dollars canadiens porte un intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % ou au taux d'acceptation de la banque majoré de 1,40 % alors que l'emprunt en dollars américains porte intérêt au taux préférentiel de la banque plus 0,25 % ou au taux LIBOR plus 1,40 %. Précédemment, l'entente de crédit renouvelable n'offrait pas de conditions de financement pour un prêt en devises américaines. À titre de garantie, la banque détient des hypothèques mobilières et des contrats de sûreté générale sur toutes les immobilisations de la Société au Canada d'une valeur de 50 792 948 \$ au 30 septembre 2008 et une charge de deuxième rang sur les actifs à court terme canadiens de la Société de 137 086 606 \$ au 30 septembre 2008. Tous les montants dus sur l'emprunt à terme renouvelable sont exigibles à l'échéance qui peut être prolongée à tous les ans d'une année supplémentaire à la demande de la Société et sur approbation de la banque. Dès janvier 2008, la facilité de crédit sera augmentée d'un montant équivalent aux remboursements des emprunts à terme obtenus par le biais de la facilité de crédit de la Note 7 (a) jusqu'à concurrence de 27 500 000 \$.

- (c) Afin de financer une partie de l'acquisition de BPB, les filiales américaines de la Société ont signé une entente d'emprunt à terme de 10 000 000 \$ US avec une banque américaine. Les produits de l'emprunt à terme ont été utilisés en partie pour rembourser des emprunts à terme existants de Stella-Jones Corporation de 1 100 000 \$ US et 4 000 000 \$ US alors que le solde a été appliqué contre l'endettement bancaire des filiales américaines. Le nouvel emprunt à terme est remboursable en 84 versements égaux consécutifs de capital de 119 048 \$ US. L'emprunt est sujet à deux swaps de taux d'intérêt de 5 000 000 \$ qui fixent le taux à 5,80 % et 5,54 % respectivement pendant toute la durée de l'emprunt.

À titre de garantie, la banque détient une sécurité de premier rang sur certains équipements des filiales américaines de la Société d'une valeur comptable nette de 34 472 174 \$ US au 30 septembre 2008. La banque détient également une sécurité de second rang sur les inventaires et les débiteurs des filiales américaines de la Société d'une valeur comptable de 117 392 076 \$ US au 30 septembre 2008.

- (d) Débenture non garantie et non convertible, portant intérêt au taux de 7,72 %, remboursable à partir du 1^{er} juillet 2011 en cinq versements annuels en capital consécutifs de 1 000 000 \$ et un paiement final de 5 000 000 \$ le 1^{er} juillet 2016.
- (e) Débenture non garantie et non convertible, portant intérêt au taux de 7,0 %, remboursable à partir du 31 décembre 2006 en cinq versements en capital annuels consécutifs de 333 333 \$ et un paiement final de 3 000 000 \$ le 21 décembre 2012.
- (f) Débenture non garantie et non convertible, portant intérêt au taux de 7,89 %, remboursable à partir du 1^{er} avril 2013 en cinq versements en capital annuels consécutifs de 2 500 000 \$ US et un paiement final de 12 500 000 \$ US le 1^{er} avril 2018. Cet emprunt a été contracté afin de financer une partie de l'acquisition de BPB. Cette débenture a été désigné comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome.
- (g) Stella-Jones Corporation a emprunté 750 000 \$ US à l'actionnaire majoritaire de la Société, Stella-Jones International S.A., par voie d'un billet subordonné. Ce billet, d'une durée de six ans, porte intérêt au taux LIBOR majoré de 4,5 % et est remboursable en entier à la date du sixième anniversaire annuel du déboursé ou le 3 août 2011. Le billet est non garanti et est subordonné en droit de paiement au paiement préalable entier des emprunts de la filiale américaine à ses créanciers garantis.
- (h) Dans le cadre d'une acquisition précédente, Stella-Jones Corporation a endossé un billet à payer non garanti. Le taux d'intérêt implicite de ce billet est de 8,0 % et est remboursable en versements trimestriels, incluant intérêt, de 52 891 \$ US jusqu'en octobre 2013.

NOTE 7 - (suite)

- (i) Suite à l'acquisition d'entreprise du 28 février 2007, Stella-Jones Corporation a émis un billet à payer à J.H. Baxter & Co. Le billet est subordonné aux prêteurs actuels et porte intérêt au taux de 5,0 %. Le billet est remboursable en 5 remboursements de capital annuels de 500 000 \$ US et d'un paiement final de 5 500 000 \$ US le jour du sixième anniversaire du billet. Le billet a été constaté à sa juste valeur, soit 6 981 288 \$, et porte intérêt au taux de 8,0 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet augmente en fonction du taux effectif au cours de sa durée.
- (j) Suite à l'acquisition de BPB, la Société a pris en charge une obligation émise en faveur du Comté de Fulton, Kentucky (The Burke-Parsons-Bowlby Project), séries 2006, remboursable en versement annuel en capital de 200 000 \$ US de juillet 2008 à juillet 2011, de 300 000 \$ US de juillet 2012 à Juillet 2019 et de 400 000 \$ US de juillet 2020 à juillet 2026. L'obligation porte intérêt à un taux de 2,38 % et est garantie par essentiellement tous les actifs de l'usine de la Société situé à Fulton, Kentucky ayant une valeur comptable nette de 7 786 504 \$ US au 30 septembre 2008. L'obligation a été constatée dans les états financiers consolidés intermédiaires à sa juste valeur, soit 4 835 379 \$ US, et porte intérêt au taux de 6,50 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet augmente en fonction du taux effectif au cours de sa durée.
- À titre de garantie pour assurer le paiement ponctuel du capital et des intérêts sur l'obligation, la Société a souscrit à une lettre de crédit irrévocable avec la banque qui est également le fiduciaire pour l'acte de fiducie sur l'obligation série 2006, portant des frais annuels de 1,0 % sur le solde de l'emprunt. La lettre de crédit expire le 15 août 2009.
- (k) Suite à l'acquisition de BPB, la Société a pris en charge un billet à payer à Hickman-Fulton Rural Electric Cooperative Corporation, portant intérêt à un taux fixe de 3,0 % et remboursable à partir du 15 janvier 2008 en 84 versements mensuels égaux en capital et intérêt de 6 604 \$ US. Le billet est garanti par une lettre de crédit irrévocable de 500 000 \$ US qui expire le 17 décembre 2017 et émise par une institution financière régionale. Le billet a été constaté dans les états financiers consolidés intermédiaires à sa juste valeur, soit 462 344 \$ US, et porte intérêt au taux de 5,55 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet augmente en fonction du taux effectif au cours de sa durée.
- (l) Suite à l'acquisition de BPB, la Société a pris en charge un billet à payer à Hickman-Fulton Rural Electric Cooperative Corporation, ne portant aucun intérêt et remboursable à partir du 1^{er} janvier 2009 en 108 versements mensuels égaux en capital de 4 167 \$ US. Le billet est garanti par une lettre de crédit irrévocable de 450 000 \$ US qui expire le 18 décembre 2017 et émise par une institution financière régionale. Le billet a été constaté dans les états financiers consolidés intermédiaires à sa juste valeur, soit 354 217 \$ US, et porte intérêt au taux de 6,0 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet augmente en fonction du taux effectif au cours de sa durée.
- (m) Les emprunts hypothécaires portent intérêt au taux moyen pondéré de 7,6 % au 30 septembre 2008 (7,2 % au 31 décembre 2007) et certaines immobilisations corporelles d'une valeur nette comptable de 5 735 304 \$ (6 880 152 \$ au 31 décembre 2007) ont été hypothéquées en garantie. Les emprunts hypothécaires comprennent des prêts exprimés en dollars américains d'une valeur totale de 3 574 683 \$ US (2 970 328 \$ US en 2007). Les emprunts sont remboursables en versements mensuels de 81 733 \$, intérêt compris, et viennent à échéance à différentes dates jusqu'en décembre 2016.

NOTE 7 - (suite)

- (n) Les obligations de remboursement de la dette à long terme se présentent comme suit pour les cinq prochaines années et par la suite :

<i>(en milliers de dollars)</i>					
Années	Obligations en vertu de contrats de location-acquisition			Dettes à long terme	Total
	Paiements minimums (\$)	Intérêt (\$)	Capital (\$)	Capital (\$)	Versements en capital (\$)
Année 1	99	20	79	4 965	5 044
Année 2	138	15	123	4 849	4 972
Année 3	15	9	6	6 717	6 723
Année 4	15	9	6	5 479	5 485
Année 5	159	4	155	14 811	14 966
Par la suite	-	-	-	61 652	61 652
	426	57	369	98 473	98 842
Ajustement de la juste valeur	-	-	-	(2 013)	(2 013)
	426	57	369	96 460	96 829

NOTE 8 – RÉSULTATS PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net par action ordinaire et du bénéfice net dilué par action ordinaire pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre :

	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net se rapportant aux actions ordinaires*	6 850 \$	7 084 \$	22 220 \$	21 260 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation*	12 559	12 332	12 432	12 319
Effet de dilution des options d'achat d'actions *	158	373	253	343
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation*	12 717	12 705	12 685	12 662
Bénéfice net par action ordinaire	0,55 \$	0,57 \$	1,79 \$	1,73 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,54 \$	0,56 \$	1,75 \$	1,68 \$

* Le bénéfice net est présenté en milliers de dollars et les informations concernant les actions sont présentées en milliers.

NOTE 9 – COÛT DES VENTES

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre 2008 et 2007, le coût des ventes inclut un coût des stocks de 78 832 987 \$ et 50 749 981 \$ respectivement. Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2008 et 2007, le coût des ventes inclut un coût des stocks de 211 782 245 \$ et 149 323 868 \$ respectivement.

NOTE 10 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La dépense au titre des avantages sociaux futurs se détaille comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Régime d'avantages sociaux aux retraités	66	63	198	189
Régimes de retraite à prestations déterminées	52	32	124	96
Contributions aux régimes interentreprises	85	53	236	191
Contributions aux régimes enregistrés d'épargne retraite collectifs	417	219	882	494

NOTE 11 – INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, « Instruments financiers - Informations à fournir ». Ce chapitre décrit les informations à fournir afin de permettre l'évaluation de l'importance des instruments financiers sur la situation financière et le rendement de l'entité et l'évaluation de la nature et de la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques.

Cette note décrit des informations à fournir relatives aux instruments financiers, les justes valeurs et les risques de crédit, de liquidité et de marché associés à ces instruments financiers.

Instruments financiers, valeur comptable et juste valeur

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur valeur comptable respective à la date du bilan étant donné que ces instruments échoient à court terme. La juste valeur des créances à long terme et des passifs financiers de la Société portant intérêt se rapproche également de leur valeur comptable. La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt a été ajusté au marché en fonction d'informations obtenues auprès d'une institution financière.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société enregistre une perte financière advenant le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations contractuelles. Pour la Société, ce risque vise principalement les comptes clients.

L'importance de ce risque pour la Société est essentiellement influencée par les caractéristiques de chaque client. La direction de la Société est d'avis que ce risque est limité pour les raisons suivantes :

- Il n'y a aucune concentration géographique du risque de crédit.
- La Société traite majoritairement avec des sociétés de services publics et de télécommunications, ainsi qu'avec d'autres grandes entreprises.
- Historiquement, le solde de l'âge des comptes clients supérieur à 90 jours est inférieur à 2,0 %.

NOTE 11 – (suite)

La direction de la Société a établi une politique de crédit selon laquelle le profil de chaque nouveau client est étudié avant que les termes de paiement et de livraison courants soient offerts. L'étude de crédit comprend des évaluations de crédit externe, lorsque disponible, ainsi que des références prises auprès d'autres fournisseurs. Chaque client a une limite d'achat afin d'établir un crédit maximum pré autorisé par la direction. Une revue mensuelle de l'âge des comptes débiteurs est faite par la direction pour chaque point de vente. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences de crédit suite à l'étude peuvent uniquement traiter avec la Société sur une base de pré-paiement. Au 30 septembre, la provision pour mauvaises créances se détaille comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	trois mois terminés le 30 sept.		neuf mois terminés le 30 sept.	
	2008	2007	2008	2007
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Solde au début de la période	388	105	230	33
Ajustement à la provision	26	23	184	95
Solde à la fin de la période	414	128	414	128

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci seront exigibles. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer, dans une perspective à long terme, qu'elle aura suffisamment de liquidité pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte à la réputation de la Société.

La Société s'assure d'avoir en place les facilités de crédits nécessaires pour financer les besoins de fonds de roulement, assurer les dépenses d'exploitation et acquitter les obligations financières. Les stocks constituent un élément important du fonds de roulement, en raison des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue. La Note 6 fournit les détails concernant les crédits d'exploitation de la Société.

La Société fait un suivi de tous ses engagements contractuels et s'assure d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses paiements futurs. Le tableau suivant détaille les maturités liées aux passifs financiers au 30 septembre 2008 :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 1 année	1 – 3 Années	4 – 5 Années	Après 5 années	Total
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Endettement bancaire	62 957	---	---	---	62 957
Comptes créditeurs et charges à payer	30 451	---	---	---	30 451
Obligations liées à la dette long terme	4 965	11 566	20 290	61 652	98 473
Obligations en vertu de contrats de					
location-acquisition	79	129	161	---	369
Ententes de non-concurrence	1 330	2 660	2 660	665	7 315
Total	99 782	14 355	23 111	62 317	199 565

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque relié à la variation des prix du marché, tel les taux de change et les taux d'intérêt et de leurs incidences sur les résultats de la Société et la valeur des instruments financiers détenus par la Société. L'objectif de la gestion des risques de marché est de gérer ces risques selon des paramètres acceptables tout en optimisant le rendement.

NOTE 11 – (suite)

Risque de change

Le risque de la Société face aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations du taux de change découle des opérations de ventes et d'achats en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes ainsi qu'aux dettes à long terme libellées en dollars américains détenues par les compagnies canadiennes. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées par ses établissements canadiens. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de devises américaines et en l'achat de biens et services en dollars américains. La Société a également recours à des contrats de change à terme pour l'achat de devises américaines dans le cadre des achats importants de biens et services qui ne sont pas naturellement protégés.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des instruments financiers dérivés liés aux engagements pris par la Société relativement à la vente de devises en vertu de contrats de change à terme au 30 septembre 2008 :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Montant nominal \$ US	Taux de change moyen	Période d'échéance	Equivalent nominal \$ CA	Juste valeur \$ CA
Contrats de change					
Vente en \$ US/Achat en \$ CA	1 800	1,1506	Moins de 1 année	2 071	153
Vente en \$ US/Achat en \$ CA	350	1,1490	Après 1 année	402	28
	2 150	1,1503		2 473	181

Le tableau qui suit présente de l'information sur l'impact d'une appréciation de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien sur le bénéfice net pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 30 septembre 2008. Pour une dépréciation de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale en sens inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

<i>(en milliers de dollars)</i>	trois mois terminés le 30 sept. 2008	neuf mois terminés le 30 sept. 2008
Bénéfice net	500	1 332

Risque de taux d'intérêt

Au 30 septembre 2008, la Société est exposée de façon limitée à un risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme, car en considérant l'effet des swaps de taux d'intérêt, 99,2 % de la dette à long terme de la Société est à taux fixe jusqu'au mois de février 2010. Après cette date, 76,3 % de la dette à long terme de la Société est à taux fixe jusqu'à l'échéance.

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de réduire les impacts de fluctuation de taux sur ses dettes à court et à long terme. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de ses dettes. Les intérêts sur la dette sont ajustés pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt.

NOTE 11 – (suite)

Le tableau suivant présente un sommaire des instruments financiers dérivés liés aux engagements pris par la Société relativement à des swaps de taux d'intérêt au 30 juin 2008 :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Montant nominal (\$)	Taux fixe payé %	Date d'échéance	Équivalent nominal \$CA
Swap de taux d'intérêt - CA	2 300	5,81	déc. 2010	2 300
Swap de taux d'intérêt - CA	2 700	5,85	fév. 2011	2 700
Swap de taux d'intérêt - US	5 000	5,80	juil. 2015	5 321
Swap de taux d'intérêt - US	5 000	5,54	juil. 2015	5 321

La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt en fonction des exigences en matière de règlement au comptant au 30 septembre 2008 représente une perte de 333 441 \$.

NOTE 12 – INFORMATION À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées, tout en maintenant une approche conservatrice à l'égard du levier financier et de la gestion du risque financier. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres, qui comprennent le capital-actions.

<i>(en milliers de dollars, sauf les ratios)</i>	30 sept. 2008 (\$)	31 déc. 2007 (\$)
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	96 250	47 444
Capitaux propres	149 712	127 757
Total capital	245 962	175 201
Ratio d'endettement à long terme	0,64 :1	0,37 :1

Le capital de la Société est principalement affecté au financement des augmentations du fonds de roulement hors caisse, des dépenses en immobilisations liées à l'expansion de la capacité ainsi que d'acquisitions. La Société finance actuellement ces besoins à même ses flux de trésorerie et en effectuant des prélèvements sur sa facilité de crédit bancaire. Toutefois, de futures acquisitions d'entreprises pourraient nécessiter de nouvelles sources de financement.

Comme principale mesure de suivi de son levier financier, la Société se sert du ratio d'endettement à long terme qu'elle vise à maintenir dans une fourchette de 0,30:1 à 0,75:1. Le ratio d'endettement à long terme se définit comme étant la dette à long terme incluant la portion à court terme divisée par les capitaux propres. Au 30 septembre 2008, le ratio d'endettement à long terme est de 0,64 :1.

Les facilités de crédit de la Société sont assorties de certaines clauses restrictives touchant entre autres le ratio de fonds de roulement, le ratio de la dette sur la valeur corporelle nette, le ratio de couverture des frais fixes minimum et un seuil plancher pour les bénéfices avant intérêts, impôts et amortissement. Ces ratios font l'objet d'un contrôle mensuel par la Société. Ils sont aussi soumis trimestriellement à l'examen du comité de vérification et du conseil d'administration de la Société. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

NOTE 13 – CARACTÈRE SAISONNIER

Les activités de la Société suivent une tendance saisonnière, les expéditions de poteaux, de traverses et de bois à usage industriel étant plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d’approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d’entretien estivaux. Le chiffre d’affaires tiré du traitement du bois d’œuvre à usage résidentiel suit également la même tendance saisonnière. Les niveaux des stocks de traverses de chemin de fer et de poteaux de services publics sont habituellement plus élevés au cours du premier trimestre, en prévision de la saison d’expédition estivale. Les premier et quatrième trimestres produisent habituellement des chiffres d’affaires semblables.

NOTE 14 – INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans un secteur d’activité principal, soit la production et la vente de bois traité sous pression.